

de présenter pour les enfants, le ministre a-t-il l'intention de prendre des mesures immédiates pour établir des normes de sécurité applicables aux jouets afin que les parents et autres personnes puissent les acheter sans crainte d'accident possible pour les enfants?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, nous y travaillons depuis six mois et espérons rédiger un code des normes de sécurité. C'est une affaire extrêmement complexe. Il a fallu huit ans aux Britanniques pour élaborer le leur. J'espère que nous serons plus rapides qu'eux.

## LES SPORTS

### LES PATROUILLES DE SKI

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Je veux poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je m'adresse à lui parce que, sauf erreur, elle relève de sa compétence. A la suite de la question que j'ai adressée au premier ministre il y a deux semaines environ, a-t-on considéré à nouveau la possibilité d'accorder une aide financière à la Patrouille de ski canadienne pendant la saison de ski actuelle?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Pas que je sache, monsieur l'Orateur.

## RADIO-CANADA

### L'ÉMISSION GERUSSI—LES OBSERVATIONS DE FRED DOBBS

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Je veux adresser une question au secrétaire d'État à son titre de responsable à la Chambre de Radio-Canada. Le ministre se renseignera-t-il afin de savoir pourquoi vendredi matin à l'émission Gerussi de Radio-Canada on a cessé la retransmission sur les ondes des observations désagréables et peu flatteuses d'un certain Fred Dobbs, invité de M. Gerussi, au sujet du ministre des Finances, alors qu'il comparait le chiffre hebdomadaire de \$30 avec le traitement hebdomadaire de \$800 que touche le ministre.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LA DESTRUCTION D'APPROVISIONNEMENTS DE GUERRE CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** J'avais une question à l'adresse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures,

monsieur l'Orateur, mais comme il est malheureusement absent, je vais la poser au premier ministre. Elle a trait à la récente déclaration du président des États-Unis sur l'utilisation de produits chimiques en cas de guerre. Le ministre pourrait-il nous dire si le Canada a obtenu des États-Unis l'assurance qu'ils ne se serviraient pas des profondeurs sous-marines pour se débarrasser de leur stock de produits chimiques et autres armes de guerre de même nature?

[Français]

**M. Jean-Pierre Goyer (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de prendre avis de la question et je me renseignerai afin de savoir si des discussions semblables ont eu lieu.

[Traduction]

**M. Forrestall:** Le secrétaire parlementaire nous dirait-il si le ministre fera une déclaration pour dissiper toute crainte à ce sujet?

[Français]

**M. Goyer:** Monsieur l'Orateur, quel que soit le représentant du gouvernement qui fera la déclaration, la responsabilité en incombe toujours au gouvernement.

## SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

### LES SUBVENTIONS À UN HÔPITAL DE LA SASKATCHEWAN

[Traduction]

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le gouvernement fédéral verse plus de 50 p. 100 des frais d'hospitalisation et d'assurance frais médicaux au Canada et qu'il ne faudrait environ que \$8,000 pour trancher le litige à l'un des hôpitaux de la Saskatchewan, le ministre peut-il nous dire si l'accroissement des subventions qui s'imposerait pour régler ce différend sera partagé par le gouvernement fédéral?

**M. l'Orateur:** La question étant litigieuse, elle est irrecevable.

**M. Skoberg:** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je n'avais pas du tout l'intention de soulever une discussion. Je puis assurer à Votre Honneur que la question est primordiale pour les habitants de la Saskatchewan. Si je puis la poser autrement, je tâcherai de lui enlever tout aspect litigieux. Compte tenu de la participation du gouvernement fédéral aux frais d'hospitalisation et d'assurance frais médicaux au Canada, le